



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
→ TPSGC

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St.\11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Technology-Enabled Business Transformation Team
7→XY/Transformation des activités sur la technologie /
7→ XY

Terrasses de la Chaudière 4th Floor

10 Wellington Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet DPM Service Delivery - PSAB Services de transformation et de prestation numérique	
Solicitation No. - N° de l'invitation B9220-220011/A	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client B9220-220011	Date 2021-09-20
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XY-001-39834	
File No. - N° de dossier 001xy.B9220-220011	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Daylight Saving Time EDT on - le 2021-09-23 Heure Avancée de l'Est HAE	
F.O.B. - F.A.B.	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Cardinal, France	Buyer Id - Id de l'acheteur 001xy
Telephone No. - N° de téléphone (613) 218-9269 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette modification est émise afin de publier des questions et réponses.

1. Questions et réponses

Question 1

En ce qui concerne l'Architecte de logiciels d'application : Architecte de solutions en nuage, pour R8 à la page 121, le soumissionnaire doit démontrer que la ressource proposée a acquis de l'expérience au cours des 10 dernières années à partir de la date d'émission de la DP en concevant l'architecture de solutions en nuage conçues pour répondre au profil Protégé B intégrité moyenne disponibilité moyenne (PBMM) du gouvernement du Canada. Le profil PBMM est encore très nouveau pour le gouvernement du Canada et il y a très peu de ressources qui obtiendraient des points complets en ayant deux ans ou plus d'expérience dans ce domaine. Les cadres de sécurité du gouvernement provincial de l'Ontario utilisent un profil d'intégrité moyenne et de disponibilité moyenne qui comprend WAF, Azure Security Center, Azure Key Vault, Cloud Access Security Broker (CASB), Identity and Access Management (IAM), Security Solutions, IOT (Internet of Things) Hubs and Resources, Resource Security Hygiene, Policy and Compliance, Advanced Cloud Defense, ATP-Advanced Threat Protection, Encryption, VNET restrictions for multiple platforms and subnets as well as Azure CIS, ISO 27001 and SOC2 compliance. Étant donné que ce profil est très similaire au profil PBMM du gouvernement de l'Ontario, la Couronne envisagerait-elle d'accorder des points pour l'expérience du gouvernement de l'Ontario avec un profil d'intégrité moyenne et de disponibilité moyenne ?

Réponse 1

La demande a été examinée et l'exigence restera inchangée.

Question 2

Étant donné qu'aujourd'hui (15 septembre 2021) est le dernier jour pour poser des questions et que nous n'avons pas encore reçu de réponses aux autres questions qui ont été soumises, nous sommes très préoccupés par les délais serrés pour présenter une proposition bien étayée. Il n'est pas raisonnable d'attendre des soumissionnaires qu'ils soient en mesure de présenter une offre conforme à la qualité sans leur fournir toutes les informations nécessaires pour qu'ils puissent prendre des décisions importantes en matière de ressources. Nous implorons la Couronne d'accorder au moins une prolongation de 2 semaines, en changeant la date de clôture au 7 octobre 2021.

Réponse 2

Veuillez vous référer à la question et à la réponse 10 de la modification 006 de la Demande de soumissions.

Question 3

Nous demandons respectueusement une prolongation jusqu'au 5 octobre.

Réponse 3

Veuillez vous référer à la question et à la réponse 10 de la modification 006 de la Demande de soumissions.

Question 4

Nous demandons à l'IRCC de reconsidérer sa position afin d'autoriser un plus large éventail de qualifications provenant de ministères, de sociétés d'État et d'organismes fédéraux, provinciaux et municipaux. L'élargissement à d'autres niveaux de gouvernement réduit le risque pour l'État. Les soumissionnaires qui ont une expérience multi-juridictionnelle sont aptes à comprendre et à satisfaire les exigences spécifiques du client en matière de développement, de mise en œuvre de la sécurité informatique, de gestion des données, et possèdent une expertise spécifique au cloud, y compris les normes spécifiques du gouvernement du Canada en matière de cloud, pour les raisons suivantes : i) l'expertise requise pour établir des services de soutien à la prestation de cloud est la même, tant que la portée et la complexité sont les mêmes ; ii) les ministères fédéraux et les sociétés d'État ont chacun des exigences uniques en matière de cloud (par exemple, l'ESDC adhère à la politique DESDA en ce qui concerne la gestion des données/sécurité des données et l'ARC utilise une politique différente). En tant qu'entités gouvernementales, les ministères provinciaux et municipaux, les sociétés d'État et les agences ont des exigences strictes similaires en matière de données personnelles et des contraintes similaires en matière de développement, de mise en œuvre de la sécurité informatique et de gestion des données et pourraient avoir plus de similitudes avec un ministère comme l'IRCC qu'avec un autre ministère. Il incombe à l'IRCC de s'engager avec une ou plusieurs entreprises qui ont une plus grande expérience du Cloud et qui peuvent appliquer les meilleures pratiques actuelles aux normes uniques de l'IRCC. Nous recommandons donc à l'État d'étendre cette exigence aux ministères et organismes provinciaux et municipaux.

Réponse 4

Veuillez vous reporter à la question et à la réponse 1 de la modification 004 de la Demande de soumissions.

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE SOUMISSION DEMEURENT
INCHANGÉES**